



PAS BESOIN DE LOI POUR COMBATTRE LE VOILE !

LE VOILE, C'EST L'OPPRESSION DES FEMMES

Le port du foulard islamique exprime l'oppression et l'infériorité de la femme. Il signifie publiquement la soumission du corps de la femme à l'autorité du père, du frère ou du mari. Le port individuel de ce signe religieux, peut prendre diverses significations, en particulier en fonction de l'âge des filles. Certaines le portent par pression familiale, par tradition, par conviction, pour se protéger d'agressions sexistes. Mais, publiquement il veut toujours dire l'appartenance à une communauté religieuse et l'infériorité de la femme vis à vis de l'homme.

Dans toutes les sociétés où il s'est généralisé, c'est l'ensemble du droit des femmes qui a reculé : le droit au travail, à faire des études, voire même à se soigner à l'égal des hommes. Hommes et femmes doivent vivre ensemble, égaux, sans signe qui les sépare, sans discrimination.

PAS BESOIN DE LOI POUR COMBATTRE LE VOILE

La commission Stasi vient de remettre son rapport. Chirac s'apprête à annoncer une nouvelle loi. Pourtant il n'y a pas besoin de loi. Elle n'a pas pour objectif de développer la laïcité. C'est une loi pour montrer du doigt la religion musulmane comme seule responsable des attaques contre la laïcité.

En Alsace-Moselle, la laïcité de l'Etat, de l'école, des services publics, n'est pas assurée. Les prêtres sont salariés par le ministère de l'intérieur. L'enseignement religieux est obligatoire dans les écoles publiques. Des aumôneries de l'église catholique sont installées au sein de l'armée ou de lycées publics. La commission Stasi propose de rien toucher à ces privilèges religieux.

Une telle loi apparaîtrait comme une vexation supplémentaire pour une population à qui l'on envoie que des messages négatifs et discriminants. Elle amalgamerait signes politiques et signes religieux. Est-ce la même chose

pour une jeune de porter le voile ou un T-shirt de Che Guevara ?

Aucun article de loi ne peut remplacer, par exemple à l'école, l'appréciation d'une équipe éducative sur le sens concret du port d'un signe religieux. Aucune loi ne pourra encadrer la nécessité d'un dialogue, d'une médiation, le temps à y consacrer, le moment de la décision.

CASSER LES GHETTOS, EGALITE DES DROITS

Pour que les jeunes ne se réfugient pas dans un retour au pire de la religion traditionnelle, il faut une autre politique.

Il faut casser les ghettos, investir massivement dans les banlieues, améliorer le cadre de vie, le pouvoir d'achat des familles, créer des emplois. C'est le chômage, la misère, l'exclusion qui poussent des populations à se réfugier dans le communautarisme. Au contraire, il faudrait, au lieu de stigmatiser, garantir le droit au travail, donner l'égalité des droits dont le droit de vote, interdire les discriminations, par exemple à l'embauche ou à l'entrée des discothèques, arrêter de considérer celles et ceux qui sont issus de l'immigration comme des boucs-émissaires.

Oui, il faut plus de services publics, comme l'éducation ou la santé. Mais des services publics ouverts à l'ensemble de la population, laïcs, et donc séparés clairement de toutes les attaches religieuses.

Défendre, exiger ces droits, comme lutter contre l'oppression des femmes, ne peuvent dépendre que de la mobilisation des intéressés eux-mêmes, de leur combat social et démocratique.

Le 15 décembre 2003

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :